

À Saint-Nazaire, une manifestation « pour faire pression » face à l’usine d’engrais Yara

[Presse Océan](#) [Nicolas DAHERON](#) Modifié le 14/10/2023 à 20h02 Publié le 14/10/2023 à 20h00

Environ 400 personnes ont défilé à Saint-Nazaire ce samedi 14 octobre 2023 pour demander la suspension administrative de l’usine d’engrais implantée à Montoir-de-Bretagne. Particuliers, militants ou élus locaux sont venus interpeller l’État.



Après la mairie, le cortège de 400 personnes a mis le cap vers la sous-préfecture estimant que c’est désormais à l’État de prendre ses responsabilités dans le dossier Yara. | PHOTO PO-ND

Une banderole humaine qui s’aligne sur les marches de l’Hôtel de Ville de Saint-Nazaire. Des lettres qui s’égrènent pour un message clair : la suspension administrative de l’usine d’engrais azotés Yara à Montoir-de-Bretagne (170 salariés). Depuis trois semaines, 18 associations ont lancé la mobilisation face à cette entreprise classée Seveso seuil haut, [régulièrement mise à l’index des services de l’État pour des épisodes de pollution](#). Ce samedi 14 octobre 2023, 400 personnes ont répondu à l’appel pour dire stop alors que les mises en demeure des services de l’État et les – fortes – astreintes financières ne changent rien. Je suis là parce que nous avons une entreprise qui se moque autant de

ses salariés que de la pollution qu'elle balance, et qui fait prendre des risques , lance Guillaume, habitant de Saint-Nazaire, Si ça pète, il y a du monde, un terminal méthanier, une raffinerie. Il faut être là pour faire pression, pas besoin d'être riverain pour se sentir concerné .



Sur les marches de l'Hôtel de Ville de Saint-Nazaire, une banderole humaine pour réclamer la suspension administrative de l'usine Yara. | PHOTO PO-ND

La suspension administrative, « on y croit »

Il y a un an, jour pour jour, 200 personnes avaient déjà manifesté devant la sous-préfecture. C'est deux fois plus ce samedi, même si Marie-Aline Le Clerc, présidente de l'AEDZRP (Association environnementale dongeoise des zones à risques et du PPRT), aurait aimé plus de monde . C'est une étape importante pour avoir un écho auprès de la population et le mesurer , explique-t-elle rappelant que la pétition papier lancée il y a trois semaines a déjà recueilli plus de 1 500 signatures pour demander cette fameuse suspension administrative : On y croit, ça fait partie des actions que le préfet peut mettre en œuvre face à une entreprise qui ne répond pas à ces demandes , ajoute Marie-Aline Le Clerc.



Devant la sous-préfecture, des militants déterminés pour faire passer leur message. | PHOTO PO-ND

Elle estime en outre que les lignes commencent à bouger. [« On voit que les autorités commencent à être un peu fébriles, que tout le monde prend la parole »](#). C'est le sens de la mobilisation du jour où se croisent des particuliers, beaucoup de militants associatifs et politiques aux messages explicites avant de rallier la sous-préfecture.

« Yara doit respecter la loi »

Car pour les manifestants, c'est bien l'État qui a les clés dans cette affaire. L'État, et le gouvernement. Yara doit respecter la loi, assure le député LFI de Saint-Nazaire Matthias Tavel, c'est une décision politique.

Le parlementaire est présent dans la manifestation aux côtés quatre maires de l'agglomération nazairienne. [Celui de Montoir Thierry Noguét qui a fait de Yara « son combat quotidien »](#) et a affiché une profonde émotion après sa prise de parole, ceux de Saint-Malo-de-Guersac, Crossac et Trignac. Quatre maires sur les dix que compte la collectivité, [qui avaient tous affiché, via un communiqué, un soutien unanime à la population](#). Sur ce point, le maire de Trignac Claude Auffort n'a pas caché son regret. La question d'un dépôt de plainte au nom de la collectivité est posée par les associations. C'est ce que nous demandons, assure Marie-Aline Le Clerc.